

PIERRE DINAN, ÉCONOMISTE :

« Chaque Mauricien doit participer à l'effort de relance de l'économie »

L'économie mauricienne est en phase de redémarrage. On ne pourra parler de relance que s'il y a une vraie reprise de l'activité économique. Pour cela, il va falloir l'apport de tout un chacun : du Mauricien lambda en passant par les gouvernants, affirme Pierre Dinan. L'économiste est aussi d'avis que la Banque de Maurice doit amasser des réserves et recommande que la Banque de Développement prenne la place de la Mauritius Investment Corporation.

PROPOS RECUEILLIS PAR CHRISTINA VILBRIN-LE BON
c.vilbrin@defimedia.info

En ce second semestre, la situation reste extrêmement tendue. Les crises successives ont poussé l'économie dans un cycle de stagflation. À Maurice, l'inflation est une problématique majeure. Et les scandales politiques loin d'être favorables aux affaires. Quel regard portez-vous sur l'environnement économique ?

Depuis que les États-Unis sont entrés en récession, tout le monde craint que ce sera la même chose en Europe et dans le reste du monde. C'est possible ! Mais, personnellement, je ne pense pas que ce sera le cas. Ceci dit, s'il y a un ralentissement de la reprise mondiale, il peut être le résultat de l'augmentation des taux d'intérêts aux États-Unis, avec l'Europe qui a suivi ainsi que d'autres pays y compris Maurice. En cas de ralentissement, on court le risque d'une stagflation comme on en a connu dans les années 70.

Personnellement, le plus inquiétant pour moi, c'est surtout l'inflation et non la stagflation. À Maurice, comme tant d'autres pays, nous sommes affectés par la hausse des prix causée par la pandémie qui a bouleversé le marché de l'emploi et de la nourriture. Étant une petite économie très ouverte de par nos importations et nos exportations, nous sommes obligés de subir cette situation qui nous est imposée.

Cependant, c'est une occasion en or pour nous de trouver de nouvelles avenues économiques. Je parle notamment des millions de kilomètres carrés dont dispose la République de Maurice. C'est une occasion de développer une industrie de la pêche performante.



Pour cela, il faut investir et ne pas hésiter à emprunter et à frapper aux portes des institutions internationales s'il le faut. Il faut parallèlement donner aux pêcheurs leurs lettres de noblesse en les formant et en les équipant.

De même, il y a une impérieuse nécessité de produire des produits locaux et d'utiliser les terres abandonnées à cet égard. Comme pour les pêcheurs, il faut professionnaliser le métier d'agriculteur et équiper les planteurs des équipements agricoles modernes. Les conditions ont aujourd'hui changé. Il nous faut retourner à un type d'agriculture nécessaire aux temps modernes. Et le gouvernement a un rôle à jouer à cet effet.

Les vents contraires perturbent toujours l'activité économique, mais tous les secteurs sont aujourd'hui pleinement opérationnels. Et des secteurs comme le tourisme et les services financiers devraient réaliser

une bonne performance en 2022. Peut-on se permettre d'être optimiste ?

Il faut toujours être optimiste. Et on ne peut être optimiste que dans la mesure où chacun de nous – les forces vives du pays – exalte les enfants et les personnes âgées – apporte une contribution significative.

Aujourd'hui, nous ne pouvons remonter la pente que par nos propres initiatives et efforts comme nous l'avons fait au début des années 80. Un très bel exemple et c'est loin d'être le seul, ce sont les femmes ont qui à cette époque ont quitté leurs maisons pour aller travailler.

Malheureusement, je ne suis pas sûr aujourd'hui que certaines forces vives – et je parle là particulièrement des jeunes – soient dans ce même état d'esprit pour contribuer à relancer l'économie. Se demande-t-on de ce qu'on peut faire pour cultiver des légumes dans son arrière-cour ? Se demande-t-on de ce qu'on peut faire pour connaître la technologie numérique alors

que le pays est contraint d'importer des étrangers pour travailler dans ce secteur ? Chacun de nous doit cesser de dire : *Ki gouvernman kapav fer pou mwa*. Il faut prôner la devise : Aide-toi et le ciel t'aidera. Je dirai même : Aide-toi, le gouvernement devrait t'aider.

Ceci dit, le gouvernement a évidemment son rôle à jouer. S'il ne faut pas tout attendre de lui, son rôle – comme c'est indiqué dans son nom –, c'est de gouverner. On ne peut pas faire avancer le pays si au niveau du gouvernement et de la politique en général, il y a des faiblesses et des problèmes comme on en entend parler ces derniers temps. Surtout qu'il y a des industries sensibles à la situation sociale comme le tourisme et l'investissement frontalier. Nous avons besoin d'une gouvernance qui soit à la hauteur des besoins du pays et pour le bien de tous les Mauriciens. Il faut qu'il y ait une ambiance dans le pays qui soit favorable au bon fonctionnement de nos secteurs principalement

le tourisme et la finance transfrontalière. Ceci pour le bien du pays, des citoyens et des industriels.

Nous avons besoin d'une gouvernance qui soit à la hauteur des besoins du pays.

Qualifierez-vous 2022 de l'année de la relance ou celle du redémarrage ?

Pour moi, c'est un redémarrage dans le sens que le pays était fermé. Mais, soyons honnêtes, on ne peut pas du jour au lendemain revenir aux mêmes niveaux d'avant la fermeture des frontières. N'oublions pas que nous sommes tombés dans un précipice. Et la chute a été plus grande que celle que le pays a connue en 80/81.

Il est bon de savoir que dans les années 70, il y a eu le boom sucrier et le pays en a profité. Ramgoolam père avait d'ailleurs décrété l'éducation gratuite. Dans les années 80/81, nous sommes tombés avant de remonter la pente et d'atteindre d'autres paliers dans les années 1990/2000. La chute pendant la pandémie est plus grande que celle des années 80. Et l'effort d'aujourd'hui doit être encore

Les plus jeunes, qui n'ont pas connu 'letan margo' des années 80, semblent être moins aptes à faire les efforts qu'il faut.

plus grand. Malheureusement, les plus jeunes, qui n'ont pas connu *letan margo* des années 80, semblent être moins aptes à faire les efforts qu'il faut.

Pour revenir à votre question, si nous voulons que ce redémarrage devienne une relance, il faut un plus grand apport du Mauricien moyen, des forces vives avec l'aide efficace et continue des gouvernants, car ils doivent assurer qu'il y ait le climat nécessaire pour aider le pays à remonter la pente. C'est particulièrement important pour l'industrie touristique et celle de la finance transfrontalière. L'effort doit venir du Mauricien lambda avec l'aide du gouvernement pour professionnaliser les métiers de pêcheurs et d'agriculteurs tout en les dotant des équipements modernes. Il faudra former nos jeunes à la technologie numérique. Il faudra aussi donner un nouveau souffle à notre port franc et utiliser les accords signés avec l'Afrique et l'Asie pour favoriser davantage les exportations dans la région. Mais, là encore, il est question de gouvernance. Il faut avoir une bonne politique pour développer le port. Cela ne peut que faire du bien au pays.

Le ministre des Finances table sur un taux de croissance autour de 7,2%. Pour plusieurs observateurs, la barre est placée trop haut. Quelles sont vos prévisions ?

Je préfère ne pas parler de pourcentage. J'ai appris à l'école que quand on fait le pourcentage, il faut que le numérateur et dénominateur soient comparables et se rapporter à la même période. Quand on nous annonce que la croissance tournera autour de 7,2 %, on est en train de comparer un Produit intérieur brut (PIB) post-pandémique à un PIB affecté par la pandémie. Ce n'est pas *like with like*. Il vaut mieux parler en termes de milliards de roupies. Mais là encore, il faut faire attention. Avec la dépréciation de la roupie, les milliards de 2022 ne peuvent pas être comparés avec les roupies de 2020 ou 2021. De même,

les conditions en 2022 ne sont pas les mêmes qu'en 2021. Le pays est pleinement ouvert cette année. Ce qui n'était pas le cas l'an dernier. Si on veut s'exprimer en pourcentage, il faut s'assurer qu'on compare *like with like*.

Parlons de la cherté de la vie. La State Trading Corporation est entrée sur le marché de la distribution pour soulager les ménages. Selon les associations des consommateurs, on ne fait qu'administrer du Panadol. Vos commentaires ?

J'ai toujours plaidé pour le ciblage. Le gouvernement a apporté certaines aides, mais elles ont été accordées à tout le monde sans tenir en ligne de compte les différences de revenus entre les riches, la haute classe moyenne, la moyenne des moyennes, la basse moyenne et la classe pauvre. La situation actuelle, c'est que la classe pauvre a besoin d'être aidée ainsi que la classe moyenne qui risque de tomber dans la classe pauvre. D'où l'importance de cibler ceux qui ont vraiment besoin d'aide après avoir fait une étude de leurs besoins comparativement à leurs revenus. On pourrait davantage aider ces personnes si on n'a pas à donner à ceux qui n'en ont pas besoin. Mais, il faut reconnaître que tous les Mauriciens peuvent être affectés par la situation actuelle, mais il y en a qui ont les moyens de tenir le coup. C'est une question de réduire notre train de vie.

Ne pensez-vous pas qu'il est temps que la Banque de Maurice vienne de l'avant avec une politique de resserrement monétaire pour protéger la roupie et rendre l'économie moins vulnérable aux fluctuations sur les marchés des changes ?

Je ne crois pas que ce soit la solution. La solution, c'est que la Banque de Maurice renforce ses réserves. Le rôle d'une Banque centrale est de protéger la monnaie du pays. Comment peut-elle le faire ? En amassant des réserves

en dollars, en euros, bref en monnaies fortes. C'est ce qu'elle a fait. On avait beaucoup de réserves, mais on y a puisé pour renforcer le Consolidated Fund et la Mauritius Investment Corporation. Nos réserves ont diminué et si on continue à enregistrer des déficits considérables au niveau de nos exportations par rapport à nos importations, nous courons le risque de voir nos réserves diminuer davantage.

Or, la Banque de Maurice a besoin de ce coussin de réserves en devises fortes pour pouvoir au cas où la roupie est en train de glisser renforcer la monnaie locale en utilisant les réserves qu'elle aura amassées. N'oublions pas que ces réserves, c'est notre argent. Ce sont des réserves nationales gagnées par le travail de tous les Mauriciens.

Parlons du scandale du sniffing qui a ébranlé le pays et a failli déboucher sur un incident diplomatique majeur entre Maurice et la Chine. Le pire est-il derrière nous ? Et quelles leçons devons-nous en tirer ?

Je ne sais pas si le pire est derrière nous. Je ne suis ni policier, ni détective. Ce qui nous ramène à ce que j'ai dit plus tôt. Il est important qu'on ait un climat social qui soit favorable, plus particulièrement à notre tourisme et à notre secteur financier. Ce genre d'événement fait tache d'huile sur l'environnement général du pays. Il est préférable que ce genre de choses n'arrive pas. Dans ce cas en particulier, il y a des ramifications géopolitiques sachant que notre région est sous le feu des projecteurs des Indiens et des Chinois sans compter les Américains. On ne se rend souvent pas compte que notre région géopolitique est importante. Ce n'est pas pour rien que nos ancêtres ont dit que nous sommes l'étoile et la clé de l'océan Indien. Mais, il ne suffit pas de l'être, il faut



Aujourd'hui, nous ne pouvons remonter la pente que par nos propres initiatives.

savoir gérer.

L'actualité économique, c'est aussi la dégradation de la note souveraine de Maurice par Moody's. Les commentaires liminaires de l'agence laissent à penser que le pays a été pénalisé à cause des bouleversements politiques de ces derniers mois. Est-ce qu'il faut que nos politiques se ressaisissent ?

Le pays a été dégradé parce qu'il est allé puiser dans ses réserves en début de pandémie pour mettre en place la Mauritius Investment Corporation (MIC) en vue d'aider les compagnies en difficulté. Personnellement, je ne critique pas cette décision. Nous étions dans une situation terrible et il y a eu une action hors norme. Si on ne l'avait pas fait, beaucoup de gens risquaient de perdre leurs emplois. C'était donc une obligation.

Depuis, la pandémie a été maîtrisée et on devrait retourner à la normale. Il faudra que la Banque de

Développement (DBM) prenne la place de la MIC. Le Fonds monétaire international se montre, d'ailleurs critique, envers le pays, car il estime que cette action hors norme devrait cesser. C'est à quoi s'oppose le gouvernement.

Permettez-moi de faire une comparaison ici. Prenons l'exemple d'une entreprise pour qui tout marche. Elle fait des profits et met de l'argent de côté. Et puis, tout d'un coup, c'est le mauvais sort. Une autre entreprise propose un produit meilleur que cette compagnie. En espérant que les choses vont s'arranger, la compagnie continue à vivre comme elle l'a fait en payant des dividendes, mais aussi en puisant dans ses réserves. C'est un peu ce qu'on fait. Or, en temps difficiles, il faut prendre des mesures, devenir plus productifs et dans le cas présent, revenir à la situation d'avant. Mais le gouvernement ne compte pas céder.

Quoi qu'il en soit, c'est embêtant d'avoir une mauvaise note de Moody's. Ces agences de notation existent, car elles sont là pour conseiller des capitalistes. Or, ces derniers ne voudront pas investir dans un pays s'ils ont des doutes sur la qualité de la gouvernance, car leur objectif premier est de protéger leurs investissements.

Le rôle d'une Banque centrale est de protéger la monnaie du pays. Comment peut-elle le faire ? En amassant des réserves en dollars, en euros, bref en monnaies fortes.

Chacun de nous doit cesser de dire : 'Ki gouvernman kapav fer pou mwa'. Il faut prôner la devise : Aide-toi et le ciel t'aidera. Je dirai même : Aide-toi, le gouvernement devrait t'aider.